Pour une intégration du genre par les sciences de l'information et de la communication

Toward an Integration of Gender by the French Medias and Communication Studies

Virginie Julliard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/356>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.356

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2009

Pagination : 191-210

ISBN : 978-2-8143-0003-3

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Virginie Julliard, « Pour une intégration du genre par les sciences de l'information et de la communication », *Questions de communication* [En ligne], 16 | 2009, mis en ligne le 19 janvier 2012, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/356> ; DOI : 10.4000/questionsdecommunication.356

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Tous droits réservés

Pour une intégration du genre par les sciences de l'information et de la communication

Toward an Integration of Gender by the French Medias and Communication Studies

Virginie Julliard

- 1 « Les SIC : une discipline *Gender blind* ? » (Coulomb-Gully, 2009) : la question mérite d'être posée. Assurément oui, les sciences de l'information et de la communication (SIC) ont longtemps ignoré le genre, mais on observe aujourd'hui une tentative de rattrapage – un “*Gender turn*” (tout relatif) » (Coulomb-Gully, 2009 : 137) qui peut être attribué aux débats sur la parité¹ et le PACS – au regard de la production scientifique croissante sur le sujet². Si l'on peut se réjouir de la progression des travaux portant sur le genre en SIC, force est de constater que cette discipline est loin d'égaliser la productivité des *Media Studies*³ nord-américaines ou nord-européennes sur cette thématique, ou même celle des disciplines – anthropologie, sociologie, histoire ou science politique – qui, en France, ont progressivement intégré la dimension du genre. À ce titre, la contribution de Marlène Coulomb-Gully est essentielle parce qu'elle identifie les raisons de la réticence des SIC à l'égard de ces études et pointe les bénéfices que la discipline retirerait d'une telle rencontre. Le programme de travail qui conclut la contribution se révèle ambitieux puisque, à terme, il s'agit « de proposer un programme de recherche consistant à aborder sous cet angle toutes les composantes du vastedomaine des SIC » (*ibid.* : 150)⁴. Souscrivant à ce projet, je me propose, dans le cadre de ces « Échanges », d'avancer un certain nombre d'arguments en faveur d'une intégration de l'approche genrée par les SIC. Pour comprendre ce que le genre apporte à cette discipline, il faut définir ce terme, puis saisir la manière dont il est mobilisé et dont il produit des effets de connaissance, et enfin décider de l'utilisation qui paraît la plus heuristique. En France, aujourd'hui, les études de genre ne constituent pas une entité autonome et s'intègrent dans des disciplines déjà existantes. Elles interrogent les cadres conceptuels, déconstruisent les objets de

recherche traditionnels, construisent de nouveaux objets et suscitent d'autres questions, contribuant à élargir leurs domaines et introduisant parfois de véritables ruptures épistémologiques⁵. Ensuite, à travers l'exemple de ma thèse traitant de la parité dans l'espace médiatique (Julliard, 2008b), j'apporterai un témoignage plaidant en faveur d'une interrogation du genre en SIC (Julliard, 2008a) et plus encore, d'une intégration de l'approche genrée. Enfin, j'esquisserai des pistes qui augurent de la fécondité de cette intégration.

Les études de genre en France

Qu'est le genre ?

- 2 Par opposition au sexe (biologique⁶), le genre désigne la construction sociale, historique et culturelle des rapports de sexe : « La notion de sexe est l'organisation mentale d'idées (représentations, mythes, utopies, etc. : le sexe "pensé") et de pratiques (rapports sociaux entre les sexes : le sexe "agi") souvent contradictoires [...]. L'ambiguïté de la notion de sexe, telle qu'elle se manifeste dans la conscience commune comme dans les analyses des sciences sociales et des mouvements de femmes, tient [...] au recouvrement prescrit, au moins dans les sociétés occidentales, entre sexe biologique et sexe social » (Mathieu, 1991 : 228). Le terme « genre », traduction de la notion nord-américaine *Gender* apparue dans les années 60 en anthropologie avant de se diffuser en histoire, s'impose progressivement en France pour lever cette ambiguïté. Son adoption constitue un tournant majeur pour les sciences humaines et sociales (SHS) : « Là où la catégorie de "sexe" constitue une variable indépendante, un point de départ dont il s'agit d'évaluer les effets sur des [phénomènes] qui ont été définis au préalable sans référence aux rapports sociaux [...], le genre est au contraire un système de relations sociales qui détermine la définition et le contenu des groupes "femmes" et "hommes", aussi bien à travers la division sexuelle du travail que l'hétérosexualité normative et par le biais des discours, des idéologies et des pratiques de la citoyenneté, de la maternité, de la féminité ou de la masculinité » (Jenson, Lépinard, 2009 : 191). Le genre s'entend à la fois comme système normatif – il est à ce titre un phénomène empiriquement observable sur lequel il est possible de produire des savoirs –, et comme outil conceptuel qui permet d'interroger d'autres objets du point de vue de leur reproduction des rapports de sexe (Butler, Fassin, Scott, 2007).

Études des « femmes », études féministes et études de genre en France

- 3 En France, les études des « femmes » ont une histoire relativement longue. Dès les années 50, la sociologie politique, par exemple, s'est intéressée à la place des femmes en politique (Duverger, 1955) ou à la variable du sexe sur les comportements électoraux (Dogan, Narbonne, 1955). À partir des années 60, les femmes jouent de plus en plus le rôle d'actrices dans l'ordre de la connaissance. Sous leur impulsion, les recherches prenant les femmes pour objets se multiplient. Dans les différentes disciplines qui les accueillent, la question de savoir s'il existe une approche féministe distincte de l'étude des « femmes » se pose. Présupposant « l'existence d'un sujet collectif (les femmes) » et ayant identifié « un problème social (leur subordination dans les rapports sociaux) », entre

autres objectifs, la perspective féministe se fixe, « la disparition de la discrimination à l'encontre des femmes, le démantèlement de la domination masculine sur la société et la transformation des institutions et des structures légales et sociales qui contribuent aux inégalités sexuées » (Jenson, Lépinard, 2009 : 188). À la lecture de cette définition inspirée des travaux de Mary Dietz (2003), il apparaît que des études prenant les femmes pour objet de recherche ou intégrant la variable de sexe peuvent très bien ne pas s'inscrire dans une perspective féministe. Dans les années 70, l'apparition d'une « histoire sexuée » témoigne de la volonté de quelques individualités « de rendre visibles les femmes comme actrices de l'histoire, comme sujets de recherche [et] comme historiennes. L'histoire des femmes est indissociable de cette triple démarche : militante, scientifique et institutionnelle » (Virgili, 2002 : 5)⁷. « Histoire des femmes » ou « histoire des genres », « l'histoire sexuée » telle qu'elle s'est développée dans le champ historiographique, a pris deux directions. Dans un premier temps, c'est une « histoire au féminin » qui prédomine : les travaux portent sur les femmes elles-mêmes, leurs rôles, leurs pratiques, leurs lieux et leurs images. Mais, progressivement, les études des femmes sont perçues comme susceptibles de renforcer le particularisme féminin, aussi certaines universitaires prônent-elles leur extension aux rapports de sexes. Les travaux se centrent désormais sur les questions des représentations, des rapports entre espaces publics et privés, du pouvoir et du genre. Des divergences subsistent malgré tout entre les historiennes soucieuses d'un recentrement sur l'histoire sociale des femmes et celles qui prennent parti pour une histoire du genre⁸. Les coordinatrices du dossier « Histoire des femmes, histoire des genres » prennent résolument parti pour cette dernière : « L'appellation histoire des genres [...] veut plaider [...] pour une histoire décloisonnée qui permet d'éclairer des objets anciens, de faire jaillir des objets nouveaux et de mettre au jour des liens entre des objets jusque-là juxtaposés. [...] La diversité des champs concernés [...] démontre que ce nouveau regard n'a pas de frontière » (Branche, Voldman, 2002 : 3). Michelle Perrot (2000 : 90) défend, quant à elle, une histoire des femmes revisitée par le genre :

« Comment étudier des lieux de femmes – couvent, lavoir, pension, boutique... –, décrire des pratiques féminines – du trousseau à l'écriture de la correspondance – sans les replacer dans une société gouvernée par la différence des sexes ? Saisir l'historicité de cette différence à tous les niveaux des discours, des pratiques, des espaces, du privé et du public, du politique et du domestique, du social et de l'économique..., est – ou devrait être – la préoccupation d'une histoire des femmes, résolument et à la fois descriptive et problématique, sociale, culturelle et politique ».

- 4 Dans certaines disciplines, les études de genre introduisent plus qu'un nouveau regard, elles constituent une revendication épistémologique.

Approche genrée et rupture épistémologique

- 5 Dans des domaines des sciences humaines et sociales (SHS) tels que la sociologie du travail, une « rupture épistémologique » s'opère véritablement. Cette rupture consiste, dans un premier temps, en la déconstruction des catégories biologiques sur lesquelles s'appuient les SHS. Nicole-Claude Mathieu (1971) montre par exemple que la manière dont les catégories de sexe sont considérées en ethnologie et en sociologie (le masculin relevant du général et le féminin du particulier) conduit à une impasse méthodologique et rend impossible tout dépassement de la conception essentialiste du sexe⁹. L'anthropologue opère une déconstruction du biologique en montrant « non seulement

que la “condition féminine” n’est pas socialement fixée, mais bien relative [...] mais bien plus, qu’il existe, au sein de toute activité, de tout système social, un “système des sexes”» (Daune-Richard, Devreux, 1992 : 9). La rupture épistémologique consiste, dans un second temps, à mettre en évidence les rapports sociaux de sexe qui sont à l’œuvre dans ce système : « Les catégories de sexe ne sont plus des en-soi séparés mais elles se définissent dans et par leur relation » (Daune-Richard, Devreux, 1992 : 9). La reconnaissance de la transversalité et de l’historicité comme caractéristiques fondamentales des rapports de sexes constituent une avancée en sciences sociales. La transversalité renvoie à la définition d’un rapport fondamental autour duquel s’organise et se structure l’ensemble de la société. En sociologie du travail, le cadre conceptuel de « la division sexuelle du travail » est bâti, qui identifie

« la forme de division du travail social découlant des rapports sociaux de sexe [...]. [Cette forme] a pour caractéristique l’assignation prioritaire des hommes à la sphère productrice et des femmes à la sphère reproductrice [...] Cette forme de division sociale du travail a deux principes organisateurs : le principe de séparation (il y a des travaux d’hommes et des travaux de femmes) et le principe hiérarchique (un travail d’homme “vaut” plus qu’un travail de femme)» (Kergoat, 2002 : 36).

- 6 Pour les sociologues qui adoptent une approche de leur objet par les rapports de sexe, ceux-ci constituent « une logique d’organisation du social » qui remet en cause le paradigme des champs et la prépondérance des lieux de production sur ceux de la reproduction et de la sphère publique sur la sphère privée. Un des apports essentiels de la théorie des rapports de sexe à la sociologie est la remise en cause de certains concepts, notamment ceux de travail ou de production. Dès lors que la transversalité des rapports de sexe est reconnue, il devient possible de considérer l’articulation des trajectoires professionnelles des femmes et des modalités d’exercice du travail domestique. Par ailleurs, cela témoigne de l’affranchissement des féministes de la conceptualisation marxiste. Ainsi Anne-Marie Daune-Richard et Anne-Marie Devreux (1992) partent-elles de la posture théorique de la division sexuelle du travail pour tenter d’appréhender le « travail des femmes » réalisé dans les sphères professionnelle et domestique. L’activité globale de travail et l’interdépendance de ces différentes composantes, remet en question la notion de travail : « La définition sociale et sociologique du travail [...] contraint les acteurs et les actrices à découper leur participation à la vie sociale en “travail” et “hors travail”. Or, le travail productif et le travail reproductif s’effectuent souvent simultanément et dans le même espace lorsque l’on est une femme » (*ibid.* : 18). Ainsi leur conceptualisation de la production domestique et de la production de la vie humaine conteste-t-elle une « conception économiciste » du travail qui reconnaîtrait la seule production marchande.
- 7 Comme en témoignent les exemples pris ici, les études de genre se sont implantées en France dans des disciplines déjà constituées. Elles se sont déployées dans les champs du savoir pour étudier un système normatif jusque là invisible et y ont introduit une autre grille de lecture scientifique : celle de la différence des sexes. Cette approche conduit à la reconstruction des objets de recherches, à l’émergence de problématiques et à l’élargissement des contours disciplinaires. Parfois, elle parvient à opérer une véritable rupture.

Les bénéfices d'une intégration des études de genre par les SIC

- 8 Sous le terme « études de genre », coexistent différentes réalités, et il convient de démêler entre les utilisations du genre qui sont faites par les nombreuses études qui se réclament de lui. Le concept de genre implique des analyses constructivistes des relations et processus sociaux, mais le terme peut être utilisé de différentes manières, qui ne rendent pas compte de sa richesse heuristique. Jane Jenson et Éléonore Lépinard (2009) se sont interrogées sur les usages du genre en science politique et proposent la typologie suivante : le genre peut s'entendre comme dimension sexuée de l'objet de recherche, comme variable dans différentes analyses ou encore comme objet et comme concept. Les recherches qui traitent des « femmes » ou qui prennent en compte le genre parce qu'il rend compte des effets des rapports de sexe sur les phénomènes étudiés relèvent des deux premières catégories¹⁰. Tel qu'il y est mobilisé, le terme « genre » est une version appauvrie de la conceptualisation ambitieuse du genre « appréhendé comme un processus social dont il s'agit d'analyser la construction et les évolutions dans un contexte historique et social donné » (Jenson, Lépinard, 2009 : 198). Cette clarification a le mérite de mettre en garde sur l'utilisation abusive du terme qui nous permettrait d'arguer d'une intégration du genre en SIC à moindre frais. Si les études qui prendraient les femmes pour objets de recherche ou tiendraient compte des rapports de sexe participent du rattrapage nécessaire des SIC, c'est bien la troisième approche qui paraît détenir la plus grande valeur heuristique. L'approche genrée que nous défendons s'apparente à une grille de lecture qui tient compte de la transversalité des rapports de sexe et se joue des frontières, notamment disciplinaires. Ce regard est une promesse de renouvellement des interrogations propres aux SIC.

2009 : genre et communication, l'absence de courant constitué

- 9 En SIC, il existe peu de travaux sur les femmes ou le genre. En dépit de la précocité des travaux de Michèle Mattelart (1970, 1986) sur la thématique « genre et médias », ou de Josiane Jouët (1987, 1993) sur la thématique « genre et technologies de la communication », aucun courant de recherche ne s'est constitué autour de la problématique du genre et de la communication. Au tournant des années 1990 et 2000, les débats sur la parité et sur le PACS placent la question du genre au sein du débat public et interpellent de nombreuses disciplines. Au nombre de celles-ci, les SIC « s'orientent vers [cette] question [...] par le biais d'interrogations autour de l'espace public et de la communication politique ». Les introductions des dossiers consacrés au genre dans ces domaines par les revues labellisées en SIC les inscrivent effectivement dans le contexte de la récente parité. « La parité [...] sert de toile de fond à la plupart des contributions » constatent Béatrice Fleury et Jacques Walter (2005 : 9) dans la présentation d'« Espaces publics au féminin ». « Entre la circulaire sur la féminisation des noms de métiers de 1997 et la loi sur la parité en 2001, la volonté politique d'affirmer l'égalité participation des deux sexes aux différentes formes du pouvoir s'inscrit-elle dans un mouvement où la dimension masculine de l'*ethos* politique est en recul au profit de représentations et d'imaginaires plus ouverts à la mixité ? » s'interrogent pour leur part Dominique Desmarchelier et Juliette Rennes (2005 : 5), en introduction d'« Usages politiques du

genre ». Dans sa propre contribution au dossier « Une communication sexuée ? », Michèle Mattelart (2003 : 30) s'interroge : « Pourra-t-on longtemps parler en toute cohérence de parité sans soulever la question de la politique de représentation de l'image de la femme dans les médias ? ». De fait, la parité a inspiré plusieurs travaux en SIC – dont ma thèse, débutée en 2003. Le genre y est appréhendé à la fois comme objet de recherche – un processus social dont il s'agit d'analyser la construction et les évolutions dans un contexte social et historique donné – et comme question « tranchante » sur la manière dont la différence sexuelle est conçue (Scott, 1988).

- 10 Le rattrapage entamé au début des années 2000 est plus que nécessaire pour le genre comme pour les SIC. J'exposerai d'abord la plus-value que constitue l'approche communicationnelle du genre, objet de recherche transdisciplinaire dont l'étude est essaimée dans les différentes sciences humaines et sociales, relativement à des disciplines voisines qui le traitent usuellement. J'expliquerai ensuite pourquoi les SIC ont, quant à elles, intérêt à faire toute sa place au genre, comme objet de recherche et outil conceptuel.

Les bénéfices d'une approche communicationnelle pour l'étude du genre

- 11 Au lendemain de l'adoption de la loi dite sur la parité (6 juin 2000), nombreux sont les travaux qui, en science politique, se sont interrogés sur la manière dont le genre serait devenu une ressource politique, étudiant pour ce faire discours politiques et médiatiques. Par exemple, Delphine Dulong et Frédérique Matonti (2005) observent que le cadrage médiatique des municipales de 2001 sous l'angle de la première application de la loi sur la parité à une élection donne lieu à un « retournement du stigmat » : si l'appartenance au sexe féminin constitue toujours une marque en politique, celle-ci serait désormais valorisée. Cela encouragerait les femmes politiques à se prévaloir de qualités qui leur sont « naturellement » reconnues. Les chercheuses s'interrogent en ces termes : les médias assignent-ils les candidates aux rôles et qualités traditionnellement reconnus à leur sexe, ou offrent-ils la possibilité de faire de leur genre une ressource politique ? Suzanne Lévêque (2004) et Marion Paoletti (2005) qui, à la suite de Delphine Dulong et Frédérique Matonti, étudient l'usage du genre en politique aux élections législatives de 2002, constatent que la « parenthèse enchantée » ouverte en 2001 s'est refermée l'année suivante, l'appartenance au sexe féminin n'aurait fonctionné comme marque positive qu'à l'occasion des élections municipales. Un scrutin qui autorise une application plus souple de la parité¹¹, la récente défaite de Lionel Jospin aux présidentielles et le jeu politique qui a fini par absorber la réforme, contribuent, selon elles, à faire disparaître la thématique de la parité dans les discours politiques et les médias. De fait, l'appartenance au sexe féminin – et sa coïncidence avec les assignations genrées normatives – cesserait d'apparaître comme une ressource positive. La question de savoir si le genre (recouvrant le sexe) constitue oui ou non une ressource politique paraît peu pertinente. Lucie Bargel, Stéphane Latté et Éric Fassin (2007 : 71)¹², qui étudient l'usage du genre en 2001 dans un conseil municipal, estiment pour leur part que « l'alternative entre contrainte et ressource, entre identité féminine incorporée et jeu tactique avec le genre, peine [...] à être tranchée empiriquement. L'analyse bascule d'un pôle interprétatif à l'autre selon l'indice que l'on retient » – observation des pratiques, réflexivité des acteurs au cours des entretiens ou verdict de la trajectoire politique.

- 12 Dans mes propres recherches (Julliard, 2008b), j'ai questionné la manière dont les médias et les femmes politiques participaient conjointement à la construction du genre en politique. La dimension communicationnelle des discours politiques est en partie éludée par ces travaux qui se focalisent sur le contexte politique et restent souvent marqués par une conception instrumentale des différents processus de médiation du politique. A *contrario*, l'ancrage en SIC rend toute recherche attentive à la dimension communicationnelle des processus de médiation du politique. La médiatisation des débats sur la parité doit être considérée au même titre que l'application de la loi dite sur la parité¹³ dans la compréhension des facteurs qui suscitent la mobilisation récurrente de « l'argument par le genre »¹⁴. En tant que lieux de médiation d'une société avec elle-même, les médias constituent une source d'informations, de savoirs et de représentations partagées. Dans le texte de loi, rien ne préjugait un recadrage normatif des identités sexuées (Julliard, 2008b)¹⁵. En revanche, la manière dont les débats sur la parité en politique sont structurés par l'arène médiatique conduit à s'interroger sur la possibilité d'un exercice féminin du pouvoir. La parité est tour à tour revendiquée au nom de l'égalité entre les sexes et de la justice, du soutien qu'elle rencontre dans l'opinion politique, et de la nécessaire modernisation de la vie politique. Cette modernisation s'opèrerait du fait que les femmes, en investissant le champ politique, en renouvelleraient non seulement les problématiques mais encore les valeurs. Ce dernier argument repose sur l'affirmation d'une différence entre les sexes, tantôt liée à l'expérience, tantôt liée à la nature. C'est bien la structuration médiatique des débats qui place au centre des discussions l'argument différencialiste, la question de savoir si les femmes feraient de la politique autrement.
- 13 La construction du genre en politique gagne à être étudiée par une discipline dont l'originalité réside dans l'articulation de méthodologies (Miège, 2000) et de problématiques (Ollivier, 2001) interscientifiques qui permet de constituer des objets de recherche complexes. Ces derniers se caractérisent par leur attachement à la dimension technique des objets concrets matérialisant les processus communicationnels (Davallon, 2004). Aussi une bonne connaissance de ces objets techniques est-elle indispensable pour comprendre ce qui se joue dans les échanges qu'ils permettent tout en les formatant. M'inscrivant dans une démarche sémiotique, je tire profit d'une approche communicationnelle qui fait dialoguer les regards disciplinaires pour étudier le genre dans son historicité. Telle que je l'entends, l'approche interdisciplinaire permet d'appréhender les représentations médiatiques comme autant de propositions de sens qui résultent d'énonciations plurielles, historiquement et socialement situées, tout en accordant une grande attention à la dimension matérielle de leur inscription. J'ai étudié les effets de la variation de contexte, de genre médiatique, de support et de dispositif de communication sur l'expression du genre en politique. L'étude portait sur les couvertures et les articles appelés à la Une de quatre *news* magazines – *L'Express*, *Marianne*, *Le Nouvel Observateur* et *Le Point* – et d'un mensuel féminin – *Marie-Claire* – publiés entre mai 1996 et octobre 2004, ainsi que sur trois ouvrages autobiographiques de femmes politiques : *La vérité d'une femme* (Royal, 1996), *Être femme en politique* (Guigou, 1997), *Deux femmes dans le Royaume des hommes* (Bachelot, Fraisse, 2000). Les résultats complètent et nuancent ceux exposés par Delphine Dulong et Frédérique Matonti. Comme elles, j'observe que les médias opèrent une réévaluation normative des identités sexuées à la faveur des débats sur la parité, et que les femmes politiques participent à cette réévaluation en mobilisant plus ou moins stratégiquement des arguments par le genre pour légitimer leurs

candidatures en certaines circonstances électorales. La généralisation de « l'argument par le genre » a pour effet de rendre plus visible les décalages entre « sexe pensé » et « sexe agi ». Sa confrontation à des individualités situées multiplie les articulations possibles entre sexe et genre et complexifie les représentations. Si le contexte paritaire rend possible, voire encourage, la mobilisation de l'argument par le genre, la généralisation de celle-ci ne s'en accompagne pas moins d'une forme de réflexivité. Pensé et interrogé, le genre se dévoile en tant que système normatif. Étudiant la presse sur presque dix années, j'observe également les inflexions de ce système normatif. De même, je constate l'usage variable qui est fait du genre, non seulement selon le contexte politique, la personnalité et la situation des femmes politiques¹⁶, mais aussi selon les langages mobilisés et leurs supports, les thèmes au sujet desquels les discours sont convoqués et les genres médiatiques. Par exemple, l'entretien qui favorise le discours direct et résulte d'une négociation (au sens fort) entre le titre, la personnalité politique et son équipe de communication, laisse les femmes politiques plus libres d'échapper en partie au cadrage par le genre. La personnalité de l'interviewée ou les sujets abordés deviennent alors des facteurs plus déterminants. Aussi puis-je former l'hypothèse d'un lien entre expression du genre en politique et dispositifs de communication. La campagne des candidates aux élections présidentielles de 2007 offre l'occasion de vérifier cette hypothèse.

- 14 Les élections présidentielles de 2007 constituent un tournant dans l'histoire de la progression des femmes en politique : record de candidates, investiture de la première présidentiable, duel du second tour se jouant entre un candidat et une candidate, mobilisation intense d'une argumentation plus ou moins directe par le genre à un moment ou à un autre de la campagne par les deux finalistes¹⁷. J'étudie alors la construction du genre en politique dans la presse écrite – quotidienne et hebdomadaire – et sur les sites de campagne des candidates¹⁸. De fait, le Web politique a connu un fort développement à partir de 2005 – grâce aux *blogs* notamment (Cardon, Delaunay-Teterel, 2006) – et, en 2007, tous les candidats sont dotés de sites de campagnes plus ou moins élaborés. Je m'intéresse particulièrement aux formes de l'expression du genre et m'interroge sur sa possible reconfiguration dans ces dispositifs de communication numériques. Le couple de notions « tactique/stratégie » permet de qualifier les régimes discursifs relatifs au genre propres à la presse écrite et aux médias informatisés. La stratégie est au fondement de la rationalité politique et suppose un lieu propre à partir duquel se déployer. La tactique est l'acte, la manière « de “saisir” l'occasion » dans le lieu de l'autre (de Certeau, 1980 : XLVII). Dans la presse écrite, où le discours des femmes politiques subit un cadrage sur lequel elles ont peu de prise, ce régime est *tactique*. Le cadrage de la campagne présidentielle y est fortement genré et ce, d'autant plus que la ligne éditoriale est défavorable au candidat¹⁹, mais la polyphonie du discours journalistique brouille la construction du genre et l'évolution de la campagne et des candidats multiplient les jeux du sexe et du genre (Achin, Dorlin, 2007). Sur leurs sites de campagne où elles maîtrisent leur énonciation, inscrivent les énonciations extérieures dans leur projet éditorial et définissent les règles d'interaction avec les internautes (quand celle-ci est permise), le régime discursif relatif au genre est *stratégique*. Dans ce lieu qui leur est « propre²⁰ », il leur est notamment possible de citer leurs discours médiatisés pour les recadrer à leur avantage. La comparaison montre que le genre s'exprime moins sur les sites de campagne que dans la presse écrite. Même les candidates qui en font un usage soutenu et régulier dans les médias traditionnels ou lors de meetings ne le mobilisent qu'indirectement dans les espaces de leurs sites dédiés à leur seule énonciation. L'argument n'est explicitement formulé que dans les espaces ouverts à

d'autres énonciations que celles de l'autorité éditoriale du site. Cette *externalisation* d'un argument ambigu témoigne d'un usage *stratégique* de leur genre dans le cadre de ce dispositif de communication. Les candidates aux élections présidentielles tirent profit de ces dispositifs de communication numériques parce qu'ils constituent un espace de recul stratégique où elles peuvent forger des usages alternatifs du genre. Cet espace matérialise encore la « victoire du lieu sur le temps » (de Certeau, 1980 : XLVII). Sur leurs sites de campagne, les candidats ne sont pas soumis aux règles « médiatico-électorales » (Sainteny, 2004) qui limitent le temps de parole. S'il leur est possible de revenir sur les discours médiatisés pour les recadrer, il leur est également possible de diffuser des messages ignorés par les grands médias et notamment – puisque le calcul du temps de parole est évoqué – la radio ou la télévision.

Les bénéfices de l'intégration du genre pour les SIC

- 15 Le genre est au soubassement de l'organisation sociale et symbolique des sociétés humaines ; il est également facteur d'historicité. En témoignent les progrès en matière de protection, de droit et de liberté pour les femmes et le changement de leur statut dans la société du XX^e siècle. Objet de recherche transversal, il stimule de nombreuses recherches en anthropologie, en histoire, en sociologie. Appelant de ses vœux la dissolution de la « valence différentielle des sexes » (Héritier, 1996 : 15)²¹, Françoise Héritier (2002 : 29) recommande, pour cela, qu'une grande attention soit portée aux représentations véhiculées par les médias. Conduite à étudier des objets ancrés dans l'actualité²² à travers les phénomènes de médiatisation, la discipline se voit interpellée²³. La multiplication des travaux qui contribuent à rendre les femmes visibles, à dessiller le regard sur leur disqualification et à déconstruire les catégories réaffirment le rôle social des SIC. La transversalité du genre, saisissable dans les discours en même temps que dans les pratiques, révèle également le bénéfice de l'interdisciplinarité, et notamment l'articulation des méthodologies de la sémiotique et de l'ethnosociologie. Mais le genre, cela a été précisé, ne désigne pas seulement un système normatif (objet de recherche), il renvoie également à une manière d'interroger (outil conceptuel).
- 16 Outre la production de connaissances, les recherches sur le genre offrent l'occasion de remettre en question les modèles théoriques et de renouveler les approches en articulant cette nouvelle problématique à d'autres déjà reconnues pour enrichir l'appréhension d'objets plus institutionnalisés (voire d'en construire de nouveaux). Dans les pays où les études de genre ont été accueillies par les *Media Studies*, celles-ci s'en sont bien portées. Le genre les a invitées à renouveler les questions du pouvoir des médias, du statut de la réception, ou de la production du sens (Van Zoonen, 1994 ; Mattelart, 2003). Il est désormais impensable d'aborder certains sujets sans mobiliser la problématique du genre. On observe alors une articulation de cette problématique et des problématiques traditionnellement investies par les SIC. En effet, comment une recherche sur le traitement médiatique de la campagne présidentielle de 2007 pourrait-elle faire l'économie d'une prise en considération du genre comme facteur constitutif de la communication politique et de sa réorientation par les journalistes ? Les moins réfractaires aux études de genre considèrent que la pertinence d'une approche genrée varie selon les objets de recherche. Si le concept de genre se révèle productif pour expliquer les phénomènes touchant les rapports sociaux de sexe, il l'est également pour

dévoiler la dimension genrée de phénomènes jusqu'alors considéré comme *a priori* neutres.

- 17 Aussi, selon moi, la mobilisation de ce concept doit-elle se généraliser en SIC. D'abord, si l'on reconnaît que les rapports de sexe sont aux fondements de la société, il faut admettre qu'ils sont au centre de tout processus de communication. Cela implique « une refonte générale de notre appréciation communicationnelle » (Coulomb-Gully, 2009 : 144) et la mobilisation systématique du prisme théorique du genre. Ensuite, j'ai rappelé que l'originalité des SIC tient à leur manière de construire leurs objets en articulant les problématiques interscientifiques. En SIC comme pour les études de genre, il n'existe pas d'objet en soi, mais bien des manières de le constituer ; et la complexité de cette constitution dépend des approches adoptées et articulées. La vitalité des SIC tient à leur capacité à intégrer des paradigmes, des concepts, des problématiques et des méthodes venus de disciplines voisines. L'enjeu que revêt l'articulation des approches genrée et communicationnelle est celui de la productivité de ce champ disciplinaire. Cette articulation doit permettre la production d'analyses interdisciplinaires réutilisables hors du champ des SIC. Plaisons-nous à imaginer que le genre pourrait alors servir l'expansion de notre discipline.²⁴
- 18 Dans le cadre d'une inscription en SIC, et certaine de la productivité que constituent les études de genre pour l'interdiscipline, je voudrais esquisser quelques unes des pistes de recherche qu'ouvrent l'étude des dispositifs techniques de médiation du politique conduite selon une approche qui articule les perspectives genrée et communicationnelle.

Pistes de recherche

- 19 Dans la continuité de la recherche doctorale, il me semble que le rapport entre les formes de la mobilisation du genre comme argument politique et la nature des outils de communication employés mériterait une étude plus approfondie. Pour ce faire, plusieurs pistes paraissent devoir être explorées. Il faudrait étudier plus systématiquement l'expression du genre selon les régimes discursifs propres à chaque dispositif de communication. Une seconde piste, complémentaire, consisterait à évaluer dans quelle mesure les nouveaux dispositifs de médiation du politique participent de la reconfiguration des formes de l'expression du genre en politique en différentes circonstances. Étudier l'implication du corps, et notamment de la voix, dans les dispositifs de médiation du politique et les effets de cette implication sur la construction du genre enrichirait considérablement ce travail. Cette réflexion sur les liens entre régime discursif relatif au genre et dispositifs de communication ouvre d'importantes perspectives pour les travaux qui, dans le champ des SIC, étudient la dimension symbolique des médiations en politique, d'une part, et la configuration du genre par les technologies de l'information et de la communication (TIC), d'autre part.
- 20 Ma recherche s'inscrit précisément à l'interstice de ces deux questions et renouvelle les promesses de productivité d'une articulation des approches genrée et communicationnelle. Jusqu'à présent, j'ai étudié les formes de l'expression du genre par les femmes politiques dans différents dispositifs de communication. Dans le cadre d'une recherche collective²⁵, j'étudie les formes de l'expression citoyenne dans différents dispositifs de concertation mis en place au niveau local sur des questions environnementales. En science politique, les dispositifs de concertation en ligne ont

d'abord été considérés comme susceptibles de perfectionner la démocratie dans le cadre du paradigme délibératif (Monnoyer-Smith, 2009). Ceux-ci témoignent d'une volonté des politiques de faire évoluer les conceptions de la représentation et de la participation, et de légitimer leurs actions à travers l'invention de nouvelles formes de médiation permettant, notamment, une meilleure inclusion des citoyens dans le processus décisionnel. Plus récemment, ces travaux s'intéressent à la dimension technique des dispositifs : d'abord en s'interrogeant sur la contrainte extérieure qu'elle exerce sur la parole, ensuite en réfléchissant sur l'inscription technique des pratiques de pouvoir. Comme le remarque Laurence Monnoyer-Smith, ceci implique une évolution des méthodologies et un intérêt renforcé pour les conditions de production des discussions et non plus pour les seules discussions (*ibid.*). Les SIC apportent alors un éclairage pertinent à l'étude d'un tel objet. Par ailleurs, l'intérêt croissant de la science politique pour les phénomènes de médiation technique constitue un nouvel enjeu pour notre discipline qui doit consolider, sur ce point, sa spécificité. Bruno Ollivier (2001) rappelle que « dans toute communication se trouv[ent] impliquées les trois dimensions, systématiquement liées, de sens, de pouvoir et d'identité, chacun de ces trois pôles (sémiotique, politique et social) renvoyant aux (et étant défini par les) deux autres. » Il ajoute que l'approche sémiologique (dans son acception structuraliste) n'étant plus pertinente, « c'est l'intégration des perspectives d'analyse de sens à des problématiques sociales, appuyées sur l'analyse de production technique qui constitue un [des] premier[s] enjeu[x] » épistémologique auquel se voit confrontés les SIC.

- 21 Dans ma thèse, j'ai observé que l'approche genrée éclairait l'appréhension d'une thématique usuellement traitée par les SIC – les médiations techniques – en pointant la variation de l'usage du genre qu'elles rendaient possible. Ainsi la prise en compte de la variable du genre permet-elle d'avancer sur le questionnement. L'un d'eux porte sur la manière dont l'hybridation de dispositifs de concertation permettrait l'inclusion d'un plus grand nombre de participants, de modalités d'expression et de préférences axiologiques et, ce faisant, participerait à une reconfiguration des rapports de pouvoir. Or, l'identification de formats d'expression généralement plus usités par les femmes – le récit par exemple (Black, 2009) – permettrait de percevoir l'inclusion d'une partie de la population habituellement exclue de la concertation : les femmes les moins éduquées. Ainsi la variable du genre affine-t-elle la perception de l'ouverture des débats à des formes d'expression et à des thématiques variées dans le cadre de procédures de concertation qui hybrident des dispositifs en ligne et hors ligne. Outre la variable, c'est l'outil conceptuel qui doit être mobilisé. Le caractère excluant du formalisme exigé pour la prise de parole dans l'espace public a été dénoncé par la critique féministe anglo-saxonne (Young, 1986). Je pense qu'il serait pertinent d'étudier si et dans quelle mesure les nouvelles procédures de concertation participent à une reconfiguration de la norme sociale du genre. Les questions de la division sexuelle du travail et du corps font ici leur retour. En effet, comment interpréter la plus grande participation des femmes aux débats en ligne sans tenir compte des horaires auxquels sont programmés les échanges en face à face, ou des compétences en termes de prise de parole publique qui s'estiment à l'aune de l'habileté rhétorique mais encore de la portée et du ton de la voix (Bargel, Fassin, Latté, 2007) ? À terme, c'est la question de la configuration des rapports de pouvoir dans les dispositifs de médiation ou de médiatisation qui bénéficiera de l'articulation des approches genrées et communicationnelles.

Conclusion

- 22 Poursuivant la réflexion de Marlène Coulomb-Gully, j'ai plaidé en faveur d'une intégration du genre par les SIC. Si le genre constitue un objet de recherche dans plusieurs champs disciplinaires, il me semble que c'est dans son acception d'outil conceptuel que son intégration s'avère la plus heuristique. S'il n'existe pas d'objet de recherche qui soit propre aux SIC, en revanche, c'est leur démarche qui les distinguent elles qui articulent plusieurs perspectives pour construire des objets de recherche complexes. Mêler l'approche genrée à l'approche communicationnelle conduit à tenter de percer de quelle manière les rapports sociaux de sexe structurent les processus communicationnels et comment ceux-ci contribuent à la reconduction ou à la reconfiguration de ces rapports. Ce qui constitue un autre enjeu épistémologique pour les SIC. Persister à ne pas tenir compte d'un des systèmes normatifs qui structurent à la fois le social, le politique, la technique et le symbolique – autant de dimensions impliquées dans les processus communicationnels – reviendrait à renoncer à ce qui fait l'originalité de cette discipline dans le champ du savoir.

BIBLIOGRAPHIE

- Achin C., Dorlin E., 2007, « “J’ai changé, toi non plus”. La fabrication d’un-e Présidentiable : Sarkozy/Royal au prisme du genre », *Mouvements*, 16 mars, www.mouvements.info/spip.php?article42, consulté le 22 mai 2009.
- Bachelot R., Fraisse G., 2000, *Deux femmes dans le Royaume des hommes*, Paris, Hachette Littératures.
- Bargel L., Fassin E., Latté S., 2007, « Usages sociologiques et usages sociaux du genre : le travail des interprétations », *Société et représentations*, 24, pp. 59-77.
- Black L., 2009, « Listening to the City: Difference, Identity, and Storytelling in Online Deliberative Groups », *Journal of Public Deliberation*, 5(1), article 4, <http://services.bepress.com/jpd/vol5/iss1/art4>, consulté le 30 mai 2009.
- Bonnafous S., 2003, « “Femme politique” : une question de genre » ? », *Réseaux*, 120, pp. 119-145.
- Bonnafous S., Jouët J., Rieffel R., dirs, 2003, « Une communication sexuée ? », *Réseaux*, 120.
- Branche R., Voldman D., dirs, 2002, « Histoire des femmes, histoire des genre », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 75.
- Brackelaire J.-L., Klein A., 1999, « Le dispositif, une aide aux identités en crise », *Hermès*, 25, pp. 87-81.
- Butler J., Fassin É., Scott J., 2007, « Pour ne pas en finir avec le “genre” », *Société et représentations*, 24, pp. 285-306.
- Calvet J.-L., Véronis J., 2008, *Les mots de Nicolas Sarkozy*, Paris, Éd. Le Seuil.

Cardon D., Delaunay-Teterel H., 2006, « La production de soi comme technique relationnelle. Un essai de typologie des blogs par leurs publics », *Réseaux*, 138, pp. 15-71.

Coulomb-Gully M., 2009, « Les SIC : une discipline *gender-blind* ? », *Questions de communication*, 15, pp. 129-153.

Daune-Richard A.-M., Devreux A.-M., 1992, « Rapports sociaux de sexe et conceptualisation sociologique », *Recherches féministes*, 5(2), pp. 7-30, <http://id.erudit.org/iderudit/057697ar>, consulté le 22 mai 2009.

Dauphin C., Farge A., Fraisse G. et al., 1986, « Culture et pouvoir des femmes. Essai d'historiographie », *Annales E.S.C.*, 41(2), pp. 271-293.

De Certeau M., 1980, *L'invention du quotidien. Tome 1. Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990.

Desmarchelier D., Rennes J., dirs, 2005, « Usages politiques du genre », *Mots. Les langages du politique*, 78.

Desmarchelier D., Rennes J., 2005, « Présentation », *Mots. Les langages du politique*, 78, pp. 5-7.

Devreux A.-M., 1985, « De la construction féminine aux rapports sociaux de sexe : repères pour une évolution de la définition sociologique des catégories de sexe », *Bulletin d'informations et d'études féminines (BIEF)*, 16, pp. 13-23.

Dietz M., 2003, « Current Controversies in Feminist Theory », *Annual Review of Political Science*, 6, pp. 399-431.

Dogan M., Narbonne J., 1955, *Les Françaises face à la politique : comportement politique et condition sociale*, Paris, A. Colin.

Dulong D., Matonti F., 2005, « L'indépassable féminité. La mise en récit des femmes en campagne », pp. 281-303, in : Lagroye J., Lehingue P., Sawicki F., dirs, *Mobilisation électorales. Le cas des élections municipales de 2001*, Paris, Presses universitaires de France.

— 2007, « Comment devenir un(e) professionnel(le) de la politique ? L'apprentissage des rôles au Conseil régional d'Ile-de-France », *Sociétés et représentations*, 24, pp. 251-267.

Duverger M., 1955, *La participation des femmes à la vie politique*, Paris, Unesco.

Fleury B., Walter J., dirs, 2005, « Espaces politiques au féminin », *Questions de communication*, 7.

Guigou É., 1997, *Être femme en politique*, Paris, Plon.

Héritier Fr., 1996, *Masculin/Féminin. Tome 1 : La pensée de la différence*, Paris, O. Jacob.

— 2002, *Masculin/Féminin. Tome 2 : Dissoudre la hiérarchie*, Paris, O. Jacob.

Jenson J., Lépinard É., 2009, « Penser le genre en politique. Vers une typologie des usages du concept », *Revue française de science politique*, 59(2), pp. 183-201.

Jouët J., 1987, *L'écran apprivoisé, télématique et informatique à domicile*, Paris, Éd. Centre national d'études en télécommunications.

Julliard V., 2008a, « Pour une interrogation du "genre" par les sciences de l'information et de la communication », *Actes du XVIe congrès de la SFSIC. Les sciences de l'information et de la communication : affirmation et pluralité*, http://www.sfsic.org/congres_2008/spip.php?article50

— 2008b, *Émergences et trajectoires de la parité dans l'espace public médiatique (1993-2007). Histoire et sémiotique du genre en politique à l'occasion du débat sur la parité*, thèse en sciences de l'information et de la communication, Université Paris 2.

- 2009, « Les formes d'expression du genre sur les sites de campagne des candidates aux élections présidentielles de 2007 », *Journées doctorales de la SFSIC*, Université Grenoble 3, 28 mars.
- Kergoat D., 2000, « Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe », pp. 35-44, in : Hirata H., Laborie F., Le Doaré H., Sénotier D., eds, *Dictionnaire critique du féminisme*, Paris, Presses universitaires de France.
- Klein A., 2007, « Les *homepages*, nouvelles écritures de soi, nouvelles lectures de l'autre », *Groupe de recherche en médiation des savoirs*, http://www.comu.ucl.ac.be/RECO/GREMS/annaweb/nouvelles_ecritures_de_soi.htm, consulté le 28 mai 2009.
- Lévêque S., 2004, « La féminité dépassée. Usage et non-usage du genre dans les professions de foi des candidat-e-s parisien-ne-s aux élections législatives de 2002 », colloque *L'invention de l'élue*, Association française de science politique, Angers, 18-19 juin.
- Mathieu N.-C., 1971, « Notes pour une définition sociologique des catégories de sexe », *Épistémologie sociologique*, 11, pp. 19-39.
- 1991, *L'anatomie politique. Catégorisations et idéologies du sexe*, Paris, Éd. Côté femmes.
- 2000, « Sexe et genre », pp. 191-200, in : Hirata H., Laborie F., Le Doaré H., Sénotier D., eds, *Dictionnaire critique du féminisme*, Paris, Presses universitaires de France.
- Mattelart M., 1970, « El nivel mítico de la prensa pseudo-amorosa », *Cuadernos de la realidad national*, 3, Santiago (Chili).
- 1986, « Women and the Cultural Industries », pp. 63-81, in: Collins R., dir., *Media, Culture and Society. A Critical Reader*, 4, London, Sage.
- 2003, « Femmes et médias. Retour sur une problématique », *Réseaux*, 120, pp. 23-51.
- Miège B., 2000, « Les apports à la recherche des sciences de l'information et de la communication », *Réseaux*, 100, pp. 547-568.
- Monnoyer-Smith L., 2009, « Deliberative machines in techno-political arrangements. How citizens deal with technology? », Paper presented for the *5th International Working Group on online consultation and public policy making meeting*, Paris, April 24th.
- Ollivier B., 2001, « L'enjeu de l'interdiscipline », *L'Année sociologique*, 51(2), pp. 337-354.
- Paoletti M., 2005, « Utiliser le genre comme variable distinctive : un fugace enchantement », *Questions de communication*, 7, pp. 59-71.
- Perrot M., 2000, « Histoire (sexuation de l') » pp. 86-91, in : Hirata H., Laborie F., Le Doaré H., Sénotier D., eds, *Dictionnaire critique du féminisme*, Paris, Presses universitaires de France.
- Rieffel R., 2003, « Présentation », *Réseaux*, 120, pp. 9-19.
- Royal S., 1996, *La vérité d'une femme*, Paris, Stock.
- Sainteny G., 2004, « Quand les règles médiatico-électorales défavorisent les petits candidats : l'exemple français », pp. 13-32, in : Maarek Ph., dir., *La communication politique française après le tournant de 2002*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Scott J., 1988, « Le genre, une catégorie utile d'analyse historique », *Les Cahier du GRIF*, 37-38, pp. 125-153.
- Tavernier A., 2004, « De la parité de genre à l'égalité des sexes. La construction d'un référentiel médiatique », *MEL. Médiation et information*, 20, pp. 149-158.
- Van Zoonen L., 1994, *Feminist Media Studies*, London, Sage Publications.

Virgili F., 2002, « L'histoire des femmes et l'histoire des genres aujourd'hui », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 75, pp. 5-14.

Young I. M., 1996, « *Communication and the Other: Beyond Deliberative Democracy* », pp. 120-136, in: Benhabib S., ed., *Democracy and Difference: Contesting the Boundaries of the Political*, Princeton, NJ: Princeton University Press.

NOTES

1. La parité désigne l'égalité représentation, en nombre, des femmes et des hommes dans les institutions élues de la République. Revendiquée au tournant des années 80-90 au sein de l'Union européenne par des féministes et des femmes politiques, elle gagne bientôt l'espace public national. Durant la deuxième moitié des années 90, elle suscite de vifs débats qui atteignent leur apogée entre 1998 et 2000, lorsque L. Jospin entreprend de faire inscrire ce principe dans la Constitution (loi constitutionnelle du 28 juin 2009) puis de définir son application dans les différents scrutins (loi du 6 juin 2000).
2. En 2005, les coordonnateurs du dossier « Espaces publics au féminin » constatent que les études sur le genre font « actuellement leur entrée dans les sciences de l'information et de la communication » (Fleury, Walter, 2005 : 7) rappelant la récente publication de dossiers consacrés à la thématique dans des revues du champ disciplinaire : « Une communication sexuée ? » (*Réseaux*, 120, 2003), « Sexe et communication » (*MEI. Médiation et information*, 20, 2004).
3. Du fait des difficultés à appréhender la structuration spécifique à chaque pays des domaines d'interrogation propre aux SIC, M. Coulomb-Gully formule des comparaisons avec les seuls *Media Studies* (ou *Media Research*).
4. À ce titre, le programme de travail dépasse le souhait exprimé en 2003 par les coordonnateurs du dossier « Une communication sexuée ? » : « Les six articles publiés dans le présent dossier de *Réseaux* ont [...] pour objectif d'offrir un état des lieux des travaux menés en France, de lancer des pistes pour de futures recherches et d'inciter à une meilleure compréhension des liens entre genre et médias » (*Réseaux*, 120, 2003 : 17).
5. La sociologie du travail en est un exemple, j'y reviendrai.
6. Pour paraître plus « naturelle », la différenciation biologique n'en est pas moins surdéterminée et partiellement construite (pour plus de précisions, voir Mathieu, 2000).
7. En 1973-1974, M. Perrot, F. Bock et P. Schmidt organisent le premier séminaire consacré à l'histoire des femmes : « Les femmes ont-elles une histoire ? », mais il faut attendre l'arrivée de la gauche au pouvoir pour que s'initie une forme d'institutionnalisation. Les premières chaires d'histoire des femmes sont créées en 1981, tandis que le CNRS soutient alors les premiers projets sur cette thématique.
8. Sur le débat qui s'engage entre ces différentes approches, voir Dauphin (1986).
9. Réédité dans Mathieu (1991). Voir également Devreux (1985).
10. Les auteures sont conscientes du caractère idéal-typique de leur catégorisation.
11. Compte tenu du mode de scrutin – *uninominal* majoritaire à deux tours – qui caractérise les élections législatives, la parité est plus délicate à faire appliquer aux législatives qu'aux municipales. Aux législatives, la parité est appréciée à l'échelle nationale. Des pénalités financières – imposées aux partis qui ne présenteraient pas 50 % de candidates sur le territoire national – remplacent l'interdiction de concourir au suffrage des électeurs qui prévaut dans les scrutins de listes lorsque celles-ci ne respectent pas la parité. Enfin, rien n'empêche les partis de respecter la parité des *candidatures* en présentant leurs candidates dans les circonscriptions réputées imprenables.
12. Les deux premiers sont politistes, le troisième, sociologue.

13. « L'instauration de la loi du 6 juin 2000 sur la parité a donné lieu à la mobilisation d'un argument récurrent : les femmes feraient de la politique autrement. » (Dulong, Matonti, 2007 : 251).
14. « Tel que l'entend Alice Krieg-Planque, l'argument par le genre du locuteur peut être exprimé de la façon suivante : tel que l'énoncé se présente, la conclusion argumentative supportée par le locuteur est d'autant plus vraie que le locuteur est un homme (si le locuteur est un homme)/que le locuteur est une femme (si le locuteur est une femme) » (Bonnafoous, 2003 : 125).
15. Sur ce dernier point, voir également les travaux d'A. Tavernier (2004).
16. Militantes, candidates, élues – il convient alors de prendre en compte le type de mandat – ou nommées, elles appartiennent à la majorité ou à l'opposition.
17. Sur ce point, voir Dorlin, Achin (2007). Pour une analyse centrée sur le discours de N. Sarkozy, les lecteurs peuvent consulter Calvet, Véronis (2008).
18. L'étude porte sur les « Unes » – et les articles appelés par elles – de trois quotidiens (*Le Figaro*, *Le Monde* et *Libération*) parus entre le 14 janvier 2007 et le 7 mai 2007, les couvertures – et les articles appelés par elles – de quatre hebdomadaires nationaux d'information générale (*L'Express*, *Marianne*, *Le Nouvel Observateur* et *Le Point*) parus entre mai 2006 et mai 2007, et les sites de campagnes des candidates aux élections présidentielles.
19. C'est le cas pour la couverture de la campagne de S. Royal dans *Le Figaro*, celle de N. Sarkozy dans *Libération*, ou d'A. Laguiller dans *Le Nouvel Observateur*.
20. La caractérisation de l'espace du site Web comme un « propre » a déjà été explorée afin de mieux comprendre les possibilités offertes par les médias informatisés. Par exemple, A. Klein (2007) définit les *home pages* comme des « dispositifs de mise en forme de soi », des « aire[s] de référence identitaires ». Pour ma part, je ne mobilise pas M. de Certeau pour qualifier un espace de recomposition de l'identité pour soi – ce que sont les *home pages* –, mais je prolonge sa réflexion en explorant ces nouveaux espaces de déploiement de stratégies de communication que sont les sites Web.
21. Fr. Héritier entend par « valence différentielle des sexes » l'instauration du pouvoir d'un sexe sur l'autre, la valorisation de l'un et la dévalorisation de l'autre.
22. Étudier les objets ancrés dans l'actualité n'interdit pas, bien au contraire, de les replacer dans une perspective historique.
23. « C'est sous le signe de cette dernière recommandation que les coordonnateurs de ce dossier (Simone Bonnafoous, Josiane Jouët, Rémy Rieffel) ont voulu placer ce dossier consacré aux liens qui s'instaurent entre "médias et genre" » (*Réseaux*, 2005 : 10).
24. Les travaux sur le genre sont l'occasion de nombreux échanges entre les disciplines. Autour de la question du genre en politique, des relations coopératives se nouent entre chercheurs issus de la sociologie, de la science politique ou des sic. J'ai été invitée à présenter certains aspects de ma recherche doctorale dans le cadre de l'atelier « Genre » de l'Association française de science politique (Toulouse, septembre 2007) ou du séminaire de Master professionnel « Vie parlementaire et relations institutionnelle », université Paris 2 (janvier 2008). À ces occasions, il m'a été possible de témoigner de la fécondité de l'approche communicationnelle pour l'étude du genre.
25. *Les formats de l'expression citoyenne dans les procédures locales de concertation : une comparaison européenne*. Cette recherche est pilotée par L. Monnoyer-Smith dans le cadre du Programme « Concertation, Environnement, Décision 2 » financé par le ministère de l'Écologie.

RÉSUMÉS

Il s'agira ici de montrer combien l'intégration du genre en sciences de l'information et de la communication est productive. Le genre est usuellement compris comme la construction socio-historique de la différence des sexes. Les études l'utilisent au moins de deux manières : d'abord comme système normatif sur lequel il est nécessaire de produire des connaissances, ensuite comme outil conceptuel permettant de questionner d'autres objets sur la manière dont est conçue la différence sexuelle. Ainsi sera mis en évidence le fait qu'il est pertinent d'intégrer ces deux aspects en sciences de l'information et de la communication, pour le plus grand bénéfice des études de genre comme de cette discipline.

This article explains how productive the integration of Gender Studies by the French Medias and Communication Studies is. Gender is usually defined as the historical and social construction of Sex. Gender Studies use it at least in two ways: first as a normative system on which it is necessary to produce knowledge, second as a concept which questions other objects of research. Our research upon the construction of gender in politics offers an illustration of the accuracy of grasping gender – on his both aspects – from the communication perspective.

INDEX

Mots-clés : dispositifs techniques, genre, médias, pouvoir, sciences de l'information et de la communication

Keywords : communication studies, gender, medias studies, power, technical device

AUTEUR

VIRGINIE JULLIARD

Centre d'analyse et de recherche interdisciplinaire sur les médias

Université Paris 2

virginie.julliard@gmail.com